L'Humanité du 20 janvier 2010

l'Humanité

N° et date de parution : 20283 - 20/01/2010
Diffusion : 54083 | Page : 5
Périodicité : Quotidien | Taille : 100 %
HUMANITE_20283_5_4.pdf | 251 cm2
Site Web : http://www.humanite.presse.fr

Réforme territoriale : que toute la vérité soit dite

Au vu des manifestations et des premiers débats au Sénat, l'examen du projet de réforme des collectivités territoriales ne sera pas un long fleuve tranquille pour le pouvoir.

Alors que des centaines d'élus, ceints de leurs écharpes, manifestaient, à l'initiative de l'Association nationale des élus communistes et républicains pour s'opposer à un projet qui met en cause « *la démocratie locale et les services publics* », les sénateurs ont engagé hier les débats.

La gauche déposait une motion référendaire sur cette réforme. S'essuyant une laborieuse intervention du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Brice Hortefeux, pour se justifier : « *Non, nous ne voulons ni supprimer les départements, ni regrouper les régions, ni supprimer les communes* », conclurant : « *Assez de caricature sur une soi-disant tentative de recentralisation.* » Et de dérouler le projet où le ministre privilégie les « *blocs régions-départements et communes-communautés d'agglomération* », qui, avec la création des agglomérations et des conseillers territoriaux, contredit en fait les dénégations ministérielles. Nicole Borvo (PCF) dénonçait l'insincérité de la réforme : « *Vous n'osez pas le dire, mais en fait vous voulez un bouleversement du paysage institutionnel avec en ligne de mire la disparition des départements et des communes.* » Jean-Pierre Sueur (PS), affirmant que « *ce projet, qui donne tant de pouvoir au préfet, n'est pas un texte pour une nouvelle décentralisation* », propose un certain nombre d'amendements. Notamment celui d'aller plus loin que le texte gouvernemental sur les métropoles, « *avec l'élection au suffrage universel direct des conseils métropolitains* », ce qui risque d'être, dans les faits, contradictoire avec le maintien de l'autonomie des communes urbaines.

DOCK THEMBAR

Réunis hier devant le Sénat, les élus communistes et républicains dénonçaient le projet de réforme territoriale du gouvernement.

De son côté, Hervé Mauray (Nouveau Centre), approuvant la philosophie du projet, exprimait cependant son désaccord avec le type de scrutin à un seul tour pour les conseillers territoriaux, « *qui vise à favoriser le bipartisme, demandant des assurances au ministre. Du marchandage en quelque sorte* ».

Le débat va se poursuivre. Jusqu'à l'été.

Max Staat

Copyright (L'Humanité)
Reproduction interdite sans autorisation

Phoca PDF